

STRUCTURE DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES DE L'INDUSTRIE

La structure des emplois et des ressources est indiquée ici pour l'industrie "au sens de FIFI" (1) (donc hors industries agricoles et alimentaires et énergie), qui correspond au champ de l'enquête mensuelle de conjoncture auprès des industriels.

Les données sont relatives à l'année 1971 ; elles sont toutes exprimées aux prix intérieurs.

STRUCTURE DES EMPLOIS

- Consommation intermédiaire par les autres branches .....	110 m <sup>rd</sup> F	soit 22 %
- (dont : par le bâtiment et les travaux publics) .....	(58)	(11 %)
- Consommation des ménages .....	160	31 %
- Demande des administrations et institutions financières ...	21	4 %
- F.B.C.F. des entreprises .....	97	19 %
- Exportations .....	114	22 %
- Variations de stocks .....	10	2 %
	<hr/> 512	100 %

STRUCTURE DES RESSOURCES

- Importations .....	102 m <sup>rd</sup> F	soit 20 %
- Production .....	329	64 %
{ Consommations intermédiaires .....	(79)	(15 %)
{ dont - énergie .....	(22)	( 4 %)
- services .....	(44)	( 9 %)
{ Valeur ajoutée + corrections prix exports .....	(250)	(49 %)
- Marges sur consommation des ménages .....	59	11 %
- Autres marges .....	22	5 %
	<hr/> 512	100 %

On notera toutefois que la part dans les emplois de la consommation des ménages est exagérée, du point de vue de l'appareil productif industriel, par le fait que les données présentées ci-dessus incorporent des marges commerciales, valeur ajoutée de la distribution, qui sont relativement beaucoup plus importantes pour la consommation des ménages que pour les autres emplois.

(1) Branches 6 à 12 dans la nomenclature en 17 branches de la Comptabilité Nationale.

Hors marges commerciales, donc du point de vue de l'appareil productif industriel, la structure peut-être approximativement décrite par les pourcentages ci-dessous :

<u>E M P L O I S</u>		<u>R E S S O U R C E S</u>	
- Consommations intermédiaires ...	23 %	- Importations .....	24 %
<i>dont : bâtiment-travaux publics</i>	12 %		
- Consommation des ménages .....	23 %	- Production .....	76 %
- Demande des administrations et institutions financières .....	5 %	<i>Consommations intermédiaires</i> .	18 %
- F.B.C.F. des entreprises .....	22 %	<i>Valeur ajoutée</i> .....	58 %
- Exportations .....	25 %		
- Variations de stocks .....	2 %		

On voit alors apparaître quatre emplois d'importance sensiblement égale pour l'industrie : la consommation des ménages, la F.B.C.F. des entreprises, les exportations, la consommation intermédiaire par d'autres branches (dont près de la moitié par la branche bâtiment et travaux publics). La demande des administrations et institutions financières ne joue qu'un rôle mineur.

Les trois quarts des ressources sont assurées par la production ; un quart l'est par les importations.

Une meilleure compréhension peut être apportée si, à l'intérieur de ces importations, on distingue divers stades de fabrication ; les résultats dépendent quelque peu de la nomenclature adoptée, mais on peut donner des ordres de grandeur :

- un peu moins du cinquième des importations de produits industriels est constitué par ce qu'on peut considérer comme des matières premières : produits bruts (C.T.C.I. 2 + 4) et métaux non ferreux ;
- un quart environ par des demi-produits industriels ;
- le reste, soit un peu plus de la moitié, par des produits finis (destinés à la consommation ou à l'équipement).

SITUATION DES MARCHES AGRICOLES ET PRIX A LA PRODUCTION

L'agriculture a connu en 1972 une croissance modérée de sa production (+ 2,5 % par rapport à 1971) et de fortes hausses de prix (+ 11 %). L'évolution des quantités (1) varie notablement d'un produit à l'autre : forte pour les céréales (+ 10,5 %), le lait (+ 7 %), les volailles, plus faible pour les vins (+ 5,4 %) (2), elle est en régression pour les fruits et les légumes et les viandes (- 5 %). Les hausses de prix sont également très diversifiées : modérées pour les céréales (+ 3,5 %), fortes pour le lait (+ 10,6 %), exceptionnelles pour les viandes (+ 17 %), les fruits (+ 24 %) et les vins (+ 18 %). Les causes de ces disparités sont à rechercher en particulier dans les facteurs climatiques de l'été 1972 favorables aux céréales et au lait et défavorables à la récolte de vins, et dans la politique des prix communautaires des dernières années qui a amélioré la rémunération du lait sans toutefois modifier fondamentalement la hiérarchisation des prix des productions animales et végétales.

Si l'on considère les perspectives pour 1973, il convient de distinguer les productions les plus soumises aux conditions climatiques des autres. Pour les premières, essentiellement végétales, une certaine détente sur les prix est vraisemblable à partir de l'été ; en revanche l'évolution dépend beaucoup plus pour les produits animaux de l'état des cheptels en début de campagne : elle est déjà largement déterminée par les fortes variations de cours enregistrées dans les années récentes et ne pourra être que faiblement infléchie par les récentes décisions communautaires.

Dans des conditions climatiques normales, la récolte de céréales devrait être légèrement supérieure à celle de 1972 : l'augmentation des surfaces ensemencées en maïs et l'amélioration des rendements devraient compenser la baisse attendue sur le blé dont la récolte de 1972 avait été exceptionnelle. L'augmentation de prix retenue par la Communauté est de 1 %, inférieure à l'évolution actuelle des prix du marché : aucune tension sur les prix intérieurs ne devrait en résulter, à condition toutefois qu'une bonne gestion des restitutions sur les exportations maintienne le marché européen à l'abri d'une nouvelle montée des cours mondiaux due à d'importantes pénuries à l'extérieur.

De même, la production de fruits devrait dépasser celle de l'an dernier, ce qui permettrait, à partir du début de l'été, un fléchissement des prix qui avaient fortement augmenté. Les surfaces ensemencées en pommes de terre pourraient s'accroître si l'on observe les cours élevés des plants : cependant cette production restera sans doute légèrement inférieure à un niveau normal et une nouvelle hausse des prix est prévisible. Globalement la progression de la production de fruits et légumes pourrait être de 5 à 6 %.

---

(1) Mesurée en termes annuels, selon les Comptes de la Nation

(2) Cet accroissement recouvre en réalité une diminution du volume de la production de vins de consommation courante de 11 % et une augmentation de 35 % de celle de vins supérieurs.

La récolte des vins a été l'une des plus faibles des dix dernières années en raison de la baisse des rendements des vins de qualité courante et d'une accélération de la restructuration du vignoble au profit des vins supérieurs. Les prix des vins ordinaires ont connu dès l'automne une forte hausse qui s'est accélérée au début de 1973 ; ils atteignent fin avril 10 F le degré-hecto et dépassent de près de 50 % les cours du premier semestre 1972.

Une tendance à la baisse devrait se dégager d'ici le milieu de l'été, période à laquelle les perspectives de production détermineront l'orientation des cours. Pour les vins d'appellation contrôlée la hausse est de l'ordre de 30 % l'an depuis le début de 1971 en dépit d'une récolte 1972 abondante. Les perspectives de vente restent très favorables aussi bien sur le marché français que sur les marchés étrangers : même si une modération de la hausse devait se produire elle ne pourrait être que d'ampleur et de durée limitées.

La diminution de la production de gros bovins (- 8 % en 1972) est due à la reconstitution du cheptel qui a suivi les importants abattages subventionnés de 1970 et 1971. Les abattages de femelles qui représentent les deux tiers du total ont en effet diminué de 15 % en raison à la fois de la suppression des primes et de l'attrait d'un prix du lait plus rémunérateur. Les premiers résultats de l'enquête de 1973 sur le cheptel bovin montrent que l'on retrouve dans le stock de bétail l'équivalent de cette diminution des abattages. Par ailleurs le nombre élevé de veaux non vendus en 1972 (par suite d'une réduction de près de 500.000 têtes des ventes entre 1971 et 1972) devrait permettre une reprise de la production de taurillons et jeunes bovins en fin d'année 1973. Il est vraisemblable qu'au delà de la période récente de reconstitution du cheptel et, sans exclure toutefois la possibilité de la poursuite de son élargissement, on s'oriente vers une production de gros et de jeunes bovins plus importante. On pourrait escompter dans ce cas une stabilisation des prix à la production au cours du premier semestre puis une légère diminution.

La production de veaux a également diminué en 1972 (- 8 %). La croissance des prix a été très forte du 2ème semestre 1971 à la fin de l'été 1972 puis on a enregistré un repli au dernier trimestre. Pour 1973, l'accroissement du nombre de vaches laisse prévoir une progression du nombre des naissances et donc une croissance de la production, même si les éleveurs conservaient une attitude de rétention. Les prix pourraient encore augmenter jusque vers le milieu de l'année, la demande italienne d'importation d'animaux vivants restant toujours forte à des cours attractifs, puis enregistrer une stabilisation.

Les hausses de prix décidées à Bruxelles (+ 10,5 % pour le boeuf, + 7,5 % pour le veau) n'auront guère d'influence sur des prix de marché actuellement bien supérieurs aux prix d'orientation.

En revanche la hausse de 5,5 % du prix d'orientation du lait, quoique inférieure à celle des années antérieures apparaît aussitôt sur les prix du lait destiné à la consommation et plus tardivement sur les autres produits laitiers à l'exception du beurre.

La production de porc est bien orientée depuis le milieu de l'année 1972 mais cette croissance pourrait se modérer en 1973 du fait d'un renchérissement du coût de l'alimentation animale (plus modéré d'ailleurs pour les porcs que pour les bovins) et d'une hausse des prix qui, jusqu'à la fin de 1972, était restée relativement plus faible que pour les autres viandes. Les prix des porcins pourraient se stabiliser après les fortes hausses des derniers mois, voire diminuer au 2ème semestre

